



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Terrena

Boulevard Pasteur
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : 2026_659_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007203335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement Terrena implanté 3 rue Raoul Gaschard 86310 Saint-Savin. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrena
- 3 rue Raoul Gaschard 86310 Saint-Savin
- Code AIOT : 0007203335
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation est un silo de stockage dont l'autorisation initiale date de 1971.

Le site relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement. Le bénéfice de l'antériorité a été accordé par arrêté du 20 juillet 2016.

Les activités réalisées sont uniquement le stockage de céréales et de faibles quantités d'engrais solides.

Il n'y a pas de séchoir, ni de stockage d'engrais liquide, bien que ces activités aient été exercées par le passé.

Le stockage d'engrais solide est non classé au titre des ICPE et se réduit progressivement, ne fonctionnant que sur commande client alors qu'auparavant un magasin agricole était présent sur site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4 > II.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande d'action corrective	6 mois
9	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Demande d'action corrective	6 mois
10	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 > III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités ICPE	Code de l'environnement du 28/04/2026, article R511-2	Sans objet
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > I.	Sans objet
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > II.	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > IV.	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14 > II.	Sans objet
8	Dispositif de	Arrêté Ministériel du 26/11/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prévention des accidents	article 17	
11	Fonctionnement des installations de transfert des grains.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Sans objet
12	Fonctionnement des installations de transfert des grains.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Sans objet
13	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50	Sans objet
14	Propagation d'une explosion	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser les travaux demandés au titre du risque foudre et ATEX ainsi que mettre à niveau ses moyens de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/04/2026, article R511-2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités
Prescription contrôlée : Rubriques 2160-1 silos plats Enregistrement 15 326 m ³ 2160-2 autres installations Non classé 4986 m ³ 4702 II et III c Engrais et mélange d'engrais simples Non classé 400 t dont 249 t de vrac à plus de 28 % d'azote due au nitrate d'ammonium 4702-IV engrais solides simples et composés Non classé 1000 t
Constats : Le site est constitué <ul style="list-style-type: none"> d'un hangar, répondant à la définition d'un silo plat et pouvant accueillir 7 500 t de céréales. Il est équipé d'une fosse, d'un élévateur et d'un transporteur. d'un bâtiment silo plat composé de cellules pour un total de 7 500 t. Il est équipé de deux élévateurs et d'un transporteur. d'un bâtiment silo "cathédrale", désaffecté

- d'un bâtiment composé de 8 cellules de stockage d'engrais

Le jour de l'inspection, il est constaté que le silo cathédrale est vide, que seules deux cellules contiennent des engrais solides en très faible quantité, que les silos plats et le hangar contiennent des céréales en quantité limitée (hangar au 2/3 vide, plusieurs cellules vides).

Ainsi, les activités ICPE en cours respectent les seuils de la nomenclature et de l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

L'exploitant explique que le stockage d'engrais ne se fait que de septembre à juin.
Mi-juin les cellules ayant stocké des engrais sont nettoyées en vue de recevoir le colza.

Bien que datant des années 1970, le site est entretenu et a fait l'objet de travaux ces dernières années, dont notamment le désamiantage de la toiture (remplacée par de la tôle bac-acier), le changement de l'armoire électrique du hangar, la réfection de la ventilation des cellules.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4 > II.

Thème(s) : Situation administrative, Suivi de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le plan de localisation des risques (cf. article 8) ;
- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ;
- le plan général des stockages (cf. article 9) ;
- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ;
- le registre de nettoyage (article 10) et les justificatifs attestant de la conformité et du dimensionnement de l'installation d'aspiration (cf. article 10 et au IV de l'article 26) ;
- le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ;
- les justificatifs de conformité de l'installation de protection contre la foudre (cf. article 18) ;
- le registre prévu à l'article 23 ;
- le document d'enregistrement de la vérification des travaux réalisés (article 24) ;
- le programme de surveillance et d'entretien des installations et des équipements (cf. article 25) ;
- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 25) ;
- les procédures d'interventions pour la gestion des situations d'urgence prévues au I de l'article 26 ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ;

Constats :

Les éléments liés à l'exploitation du site (registre de maintenance, registre des précurseurs d'incendie, programme de surveillance des équipements, état des stock, registre des produits dangereux et leurs fiches de données de sécurité, plan général des stockages, registre de nettoyage, conformité des moyens de lutte contre l'incendie, contrôle des installations

électriques, plan de localisation des risques, plan des réseaux) ont été transmis en amont de l'inspection ou consultés le jour de l'inspection.

Des non-conformités sur le risque foudre et le risque ATEX font l'objet de point de constat spécifiques dans la suite du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de localisation des risques doit être mis à jour suite à l'arrêt du stockage de produits toxiques (insecticides).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations

Prescription contrôlée :

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le registre de nettoyage a été consulté. Les périodicités fixées par l'exploitant dans sa procédure harmonisée pour le groupe sont respectées.

Le jour de l'inspection, les installations sont propres et dépoussiérées, limitant l'occurrence d'une possible formation d'atmosphère explosive due à l'accumulation de poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Le silo est débarrassé de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.

Constats :

Aucune présence de matériel ou produit non nécessaire n'a été constatée dans les installations réglementées à risque.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sources émettrices de poussières (élévateurs, jetées de transporteurs, transporteurs à chaînes, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) sont capotées autant que techniquement possible. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de conduits de transport de l'air poussiéreux. Cette prescription ne s'applique pas à la jetée des transporteurs présents dans les cellules. Pour les galeries sous-cellules, ces équipements sont étanches et équipés d'une aspiration afin de limiter les émissions de poussières inflammables. Cet air dépoussiéré au moyen de système de dépoussiérage est rejeté à l'extérieur dans les conditions prévues à l'article 50. Ce système d'aspiration est proportionné au système de manutention et est adapté en cas de modification des capacités de ce dernier. L'exploitant est en mesure de justifier la conception et le dimensionnement de son installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de parcourir l'ensemble des installations. Tous les équipements de transport des matières sont capotés. Le fond du transporteur à chaîne des cellules du silo plat a par ailleurs été remis à neuf en 2024. Les poussières sont captées et collectées dans un cellule dédiée et isolée des cellules du silo.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Inertage par gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules fermées en béton existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté permettent l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'est pas constituée de cellules fermées, la prescription n'est pas applicable dans la configuration actuelle de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel ATEX
Prescription contrôlée :

<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport Q18 de contrôle périodique des installations électriques au titre de la réglementation ICPE fait état de la non-conformité des dispositifs de protection de plusieurs équipements situés en zone ATEX.</p> <p>Il s'agit de moteurs de trappe dont le degré de protection est inférieur à l'indice de protection requis soit IP55.</p> <p>Cet écart est signalé depuis 2019 mais n'a pas été corrigé par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique qu'une demande d'investissement a été validée au niveau du groupe pour changer les moteurs concernés sur ce site et ceux du site de Jardres.</p> <p>Considérant qu'une action corrective est déjà entamée, il n'est pas proposé de mise en demeure.</p> <p>Par ailleurs, ces moteurs sont situés sur un élévateur qui, selon ses dires, n'est pas utilisé depuis au moins 6 ans car il est mal dimensionné et se bouche très rapidement. Ainsi les moteurs concernés ne seraient en réalité pas exposés à des zones ATEX dans les conditions actuelles d'exploitation.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a contrôlé, par sondage, le degré de protection du ventilateur fixe des cellules de stockage du silo plat : il est bien IP55.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remplace les équipements identifiés non-conformes dans le rapport Q18 par des équipements conformes.</p> <p>Au delà des remplacements de moteurs déjà identifiés, l'exploitant fait réaliser un audit d'adéquation matériels / zonage ATEX pour démontrer que les matériels électriques et non électriques, implantés en zone ATEX, sont bien soit certifiés Ex soit de classe IP 5X a minima.</p> <p>En cas de non-respect de cette demande dans le délai imparti, une mise en demeure sera proposée à l'autorité préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Antenne relai
Prescription contrôlée : L'implantation d'antennes émettrices, de relais ou d'antennes de réception collectives sur les silos est assujettie à la réalisation d'une étude technique démontrant la non-aggravation des risques d'incendie et d'explosion de poussières. Cette étude justifie le respect des dispositions suivantes :
Constats : Le site n'est pas équipé d'antenne émettrice ou relai. La prescription n'est pas applicable dans la configuration actuelle de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [Extraits] Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une analyse du risque foudre et une étude technique foudre de 2016. Cette dernière conclut à la nécessité de protéger le transformateur TGBT avec un parafoudre. Toutefois, l'exploitant indique que cet équipement n'a pas été installé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise les travaux de mise en conformité identifiés par l'étude technique foudre puis

<p>intègre ces équipements dans ses routines de maintenance.</p> <p>En cas de non-respect de cette demande dans le délai imparti, une mise en demeure sera proposée à l'autorité préfectorale.</p> <p>Enfin, l'exploitant justifie de la non nécessité de mettre à jour les études foudre de l'établissement dans le cas où des modifications des installations seraient intervenues depuis 2016. Dans la négative, les études foudre sont mises à jour et les travaux préconisés en découlant, sont réalisés selon un calendrier raisonnable, porté à la connaissance de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Surveillance et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 > III
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des conditions de stockage des céréales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Surveillance et conditions de stockage. L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre. Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée. Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les stockages de céréales sont équipés de sondes thermométriques transmettant une valeur toute les demi-heures.</p> <p>Ces valeurs sont enregistrées et reliées à un système d'alerte, qui ne s'est toutefois jamais déclenché selon l'exploitant.</p> <p>L'humidité des produits est mesurée à l'entrée sur site et enregistrée par l'exploitant dans son suivi informatisé.</p> <p>A noter que le site ne stocke que des céréales et aucun oléagineux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le choix des seuils de déclenchement de l'alerte de température au regard des diverses céréales stockées sur l'ensemble du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Fonctionnement des installations de transfert des grains.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement au système de filtration
Prescription contrôlée : IV. Fonctionnement des installations de transfert des grains. A. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle. Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
Constats : Le système de transfert de grain du silo plat est muni d'un système d'aspiration. A la demande de l'inspection, l'exploitant fait la démonstration de l'asservissement de l'élévateur et des transporteurs à l'aspiration. Il est constaté que l'arrêt de l'aspiration entraîne l'arrêt des-dits équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Fonctionnement des installations de transfert des grains.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à chaîne
Prescription contrôlée : IV. Fonctionnement des installations de transfert des grains. B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.
Constats : L'état des détecteurs de déport de bande et des contrôleurs de bande est reporté sur le synoptique de pilotage de l'installation. Les équipements requis sont présents au sein du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des poussières
Prescription contrôlée : II. Stockage des poussières. Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en attente d'élimination ou d'utilisation : <ul style="list-style-type: none">- soit dans des capacités de stockage spécifiques ;- soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations ; - soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières. Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.
Constats : Les poussières sont captées le long des installations de l'élévateur et dans le dépoussiéreur avant l'arrivée dans les cellules. Elles sont canalisées dans une case à poussière attenante à l'élévateur et isolée du reste des installations, dont l'accès se fait de l'autre côté du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Propagation d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Prescription contrôlée : I. Généralités sur les événements, parois soufflables et découplage. L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant d'empêcher la propagation d'une explosion, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent en des dispositifs de découplages complétés si nécessaire par des moyens techniques (événements, parois soufflables ou autres dispositifs équivalents) permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés. Les dispositifs de découplage sont mis en place depuis : <ul style="list-style-type: none">- la tour (ou, le cas échéant, tout local abritant un équipement communiquant avec l'espace sur-cellules) vers les espaces sur-cellules ;- la tour (ou, le cas échéant, tout local abritant un équipement communiquant avec la galerie sur-cellules) vers la galerie sur-cellules ;- la tour (ou, le cas échéant, la fosse d'élévateur) vers les galeries sous-cellules ;- la galerie sur-cellules vers les cellules fermées. Les événements sont disposés de façon à éviter de produire des effets (surpression, projection, flamme) à hauteur d'homme en cas d'explosion. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection tous les justificatifs relatifs au choix et dimensionnement des éléments de sécurité.
Constats :

Compte-tenu de l'antériorité du site vis-à-vis de l'arrêté ministériel de prescriptions générales, ce point de contrôle n'est pas directement opposable au site (voir annexe III de l'arrête du 26 novembre 2012).

Il est toutefois constaté que la tour est séparée de l'espace sur-cellule par une porte en métal assurant un rôle de découplage.

De même, elle est séparée de l'espace sous-cellule par un plancher en béton avec un accès au travers d'une trappe en métal.

Les cellules sont elles-mêmes en métal et fermées en leur partie basse par une porte en métal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux, trois ou quatre heures suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. La capacité de cette réserve est d'au moins 120, 180 ou 240 mètres cubes suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. Si l'exploitant utilise une réserve d'eau inépuisable (canal, etc.), son équipement et son aménagement font l'objet d'un accord écrit des services départementaux d'incendie et de secours. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau destinée à l'extinction ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'au moins une colonne sèche conforme aux normes en vigueur dans la tour de manutention et permettant d'atteindre le point le plus haut du silo.

Constats :

Compte-tenu de l'antériorité du site vis-à-vis de l'arrêté ministériel de prescriptions générales, ce point de contrôle n'est pas directement opposable au site (voir annexe III de l'arrête du 26 novembre 2012).

D'après la carte DECI du SDIS de la Vienne, l'installation est située

- à 170 m du poteau 862460017 débitant 64 m³/h
- à 180 m du poteau 862460002 débitant 155 m³/h
- à 240 m du poteau 862460018 débitant 162 m³/h

Au regard de la réglementation actuelle, un site nouveau devrait se doter d'une réserve incendie de 120 m³.

De plus l'inspection a constaté par sondage que le suivi annuel des extincteurs était bien réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sollicite l'avis du SDIS quant à la couverture du risque incendie du site.

En fonction de cet avis, il installe le cas échéant une réserve incendie de 120 m³ selon les prescriptions supra et la fait réceptionner par le SDIS par la réalisation d'un essai d'aspiration au moyen d'un engin.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 6 mois**